Un Prémontré français nommé à Rome, in Perepiscopus du 03/12/09

Publié le 3 décembre 2009
4 minutes

Sauf avis contraire, les articles, coupures de presse, communiqués ou conférences
que nous publions ici n'émanent pas des membres de la FSSPX et ne peuvent donc être considérés comme reflétant la position officielle de la Fraternité Saint-Pie X

In Perepiscopus du 03/12/09

Le **Père Bernard Ardura**, de l'Ordre des Prémontrés, a été nommé aujourd'hui par le Pape, **Président du Comité pontifical pour les sciences historiques**. Né à Bordeaux en 1948, il est entré dans l'Ordre des chanoines réguliers de Prémontré. Ordonné prêtre en 1972, il a rejoint l'abbaye de Frigolet, en Provence, et s'engage définitivement dans la vie religieuse. Il continue ses études jusqu'à l'obtention d'un doctorat en théologie et d'un autre en histoire.
Son premier ministère l'amène à se partager, de 1975 à 1987, entre l'enseignement et la prédication en France, assurant missions et retraites. En 1989, il est appelé au **Conseil pontifical de la Culture** alors présidé par le cardinal Paul Poupard. Il est très vite nommé sous-secrétaire (1992), puis secrétaire (1997). Numéro deux de ce dicastère créé en 1982, le Père Ardura a coordonné le travail de ses collaborateurs. Sa fonction l'amène à représenter le Saint-Siège et à intervenir dans des instances et réunions internationales.
Il est également Consulteur de la **Congrégation pour les causes des saints**. Il assume la postulation pour la cause de canonisation de plusieurs figures du catholicisme français comme Robert Schuman (ancien ministre), Claire de Castelbajac et l'abbé Jean-Baptiste Fouque. Il est l'auteur d'un certain nombre d'ouvrages historiques sur l'histoire de l'Eglise (Pie VII et le Concordat, Lacordaire, histoires des abbayes…).
Dans un discours aux membres du Comité pontifical pour les sciences historiques en mars 2008, **Benoît XVI** déclarait :
« Il ne s'agit plus seulement d'affronter une historiographie hostile au christianisme et à l'Eglise. **Aujourd'hui, c'est l'historiographie elle-même qui traverse une crise plus sérieuse, devant lutter pour son existence dans une société façonnée par le positivisme et par le matérialisme**. Ces deux idéologies ont conduit à un enthousiasme effréné pour le progrès qui, marqué par des découvertes spectaculaires et des succès techniques, malgré les désastreuses expériences du siècle dernier, détermine la conception de la vie dans de larges secteurs de la société. Le passé apparaît ainsi uniquement comme un arrière-plan obscur, sur lequel le présent et l'avenir resplendissent de promesses invitantes. **A tout cela est encore liée l'utopie d'un paradis sur terre, en dépit du fait que cette utopie se soit révélée fallacieuse.**
Un trait typique de cette mentalité et le désintérêt pour l'histoire, qui se traduit par la marginalisation des sciences historiques. Là où ces forces idéologiques sont à l'œuvre, la recherche historique et l'enseignement de l'histoire à l'université et dans les écoles de tous les niveaux et degrés sont négligés. **Cela engendre une société qui, oubliant son passé et donc dépourvue de critères acquis à travers l'expérience, n'est plus en mesure d'élaborer un projet de coexistence harmonieuse et un engagement commun dans la réalisation des objectifs futurs. Cette société se présente comme particulièrement vulnérable à la manipulation idéologique**.

Le danger s'accroît dans une mesure toujours plus grande en raison de **l'importance excessive accordée à l'histoire contemporaine**, en particulier lorsque les recherches dans ce secteur sont conditionnées par une méthodologie inspirée du positivisme et de la sociologie. Par ailleurs, d'importants domaines de la réalité historique, voire des époques entières, sont ignorés. **Dans de nombreux programmes d'étude, par exemple, l'enseignement de l'histoire ne commence qu'à partir des événements de la Révolution française**. Le produit inévitable de ce développement est une société qui ignore son propre passé et qui est donc privée de mémoire historique. **Chacun se rend compte de la gravité d'une telle conséquence : comme la perte de la mémoire provoque chez l'individu la perte de l'identité, de manière analogue ce phénomène a lieu pour la société dans son ensemble**. »

Quand on lit ce discours, on s'aperçoit que la nomination d'un Français à la tête de ce Comité est un clin d'oeil à notre actualité.

Maximilien Bernard , in Perepiscopus du 3 décembre 2009